

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le 22 juillet 1994

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

Vu par le Pt

- N O T E -

à l'attention de Monsieur le Président de la République

Tres Agreé
H Vedrine

O B J E T : RWANDA - Réunion à Matignon le 22 juillet à
10 H 00.

M. VEDRINE et votre chef d'état-major particulier ont participé à cette réunion présidée par M. BALLADUR en présence de M. LEOTARD, JUPPE, DOUSTE-BLAZY, ROUSSIN, l'Amiral LANXADE, M. DUFOURCQ et de collaborateurs du Premier ministre. Elle avait un double but :

- entendre le compte rendu de la mission de M. DUFOURCQ et du Général GERMANOS à KIGALI,

- décider de nouvelles mesures dans le domaine humanitaire compte tenu de l'ampleur de la catastrophe annoncée.

Sur le premier point, M. DUFOURCQ qui n'a pas été reçu par le Général KAGAME mais seulement par le Premier ministre M. TWAGIRAMUNGU a trouvé celui-ci constructif :

- notre zone humanitaire sûre, sa délimitation, notre action stabilisatrice ont été acceptées et reconnues,

- la relève de nos troupes par la MINUAR II en trois phases, comme je vous l'avais décrite dans une note précédente a été agréée, la participation d'unités francophones ne fait pas l'objet d'objection de principe,

- l'assurance formelle qu'il n'y aura pas de représailles sur les populations hutus ainsi que l'acceptation de la procédure internationale pour juger les coupables a été donnée.

Cependant, le Secrétaire général du Quai d'Orsay, reste sceptique sur ce dernier point. Le gouvernement FPR veut identifier lui-même les coupables et les journalistes présents à KIGALI font état de sévères règlements de comptes.

Enfin le gouvernement rwandais veut immédiatement envoyer des Ministres dans notre zone humanitaire sûre afin de s'adresser aux populations et pour cela il demande d'assurer leur sécurité.

Sur ce dernier point M. BALLADUR et M. JUPPE préféreraient un processus plus progressif auquel le HCR et la MINUAR seraient associés. En tout état de cause, l'ONU doit en être saisie et ces visites auxquelles on ne peut s'opposer doivent être placées sous la responsabilité du Général DALLAIRE.

M. DUFOURCO a eu l'impression de trouver un gouvernement en grand désarroi devant l'ampleur de sa tâche, angoissé en termes d'image si un nouvel exode devait se produire à partir de notre zone. Il a trouvé un général DALLAIRE cherchant tous les prétextes pour retarder notre relève par la MINUAR II.

Sur le terrain, la situation est calme et le problème n'est plus militaire mais seulement humanitaire et politique :

- Au Zaïre, il y a entre 900.000 à 1 million de réfugiés à GOMA plus de 300.000 à BUKAVU
- dans notre zone 1.700.000 déplacés.

Sans compter l'eau, il faudrait 1.500 tonnes de ravitaillement journalier soient 35 vols de gros porteurs Antonov par jour plus 100 vols de Transall. Hier, la mortalité était au minimum de 500 personnes par jour à GOMA, la propagation de l'épidémie de choléra va la porter à 2.000 morts par jour.

M. JUPPE a souligné que nos capacités étaient très inférieures aux besoins, que nos militaires s'occupaient de tout y compris l'enterrement des morts à GOMA et que nous étions à un tournant par la prise de conscience tardive de la communauté internationale et en particulier des Américains qui vont essayer de prendre notre place à GOMA et nous demander de rester en ZHS.

Le Premier ministre a décidé :

- l'envoi de M. DOUSTE-BLAZY A GOMA ET DANS NOTRE ZHS cet après-midi afin d'accentuer la dimension humanitaire de notre participation (production d'eau pour 1 million de personnes et à partir du lac Kivu, mise en place de médicaments, pression sur les ONG),

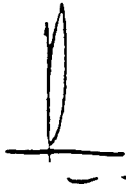
- le retrait de trois cents hommes du Rwanda au 31 juillet comme annoncé,

- le maintien de nos unités au ZAIRE et la conservation du contrôle de l'aéroport de GOMA, les Américains n'étant que participants,

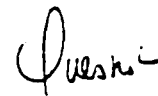
- le développement de contacts avec le Maréchal MOBUTU,

- d'accentuer la pression afin de "minuariser" les contingents africains francophones qui nous remplaceraient progressivement en ZHS en leur laissant un encadrement et un soutien logistique français.

M. BALLADUR reçoit Madame OGATA afin d'obtenir le concours du HCR seul organisme crédible et à la dimension du problème humanitaire posé à la fois en terme de moyens et de réassurance de la population.



Bruno DELAYE



Général QUESNOT